

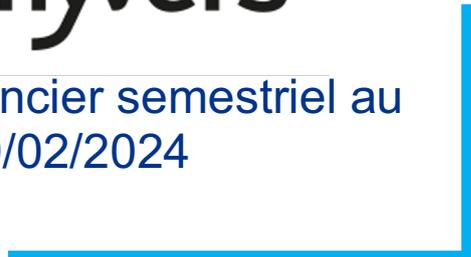


Groupe



hunyvers[®]

Rapport financier semestriel au
29/02/2024



Juin 2024

Ce rapport contient 34 pages

Sommaire

Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé	5
Tableau des flux de trésorerie	6
Variation des capitaux propres consolidés	7
Annexe aux comptes consolidés	8
1. Faits majeurs	9
1.1. Faits majeurs du semestre clos le 29 février 2024	9
1.2. Évènements postérieurs à la clôture	10
2. Activité et périmètre	11
2.1. Information relative à la société et à son activité	11
2.2. Organigramme	12
2.3. Entités consolidées	13
2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation	15
2.5. Évolution du pourcentage d'intérêts	15
2.6. Entrées de périmètre	15
2.7. Sorties de périmètre	15
2.8. Restructurations internes	15
3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	16
3.1. Référentiel comptable	16
3.2. Modalités de consolidation	16
3.3. Règles et méthodes comptables	17
3.4. Retraitement de consolidation	23
4. Notes sur les postes du bilan	24
4.1. Écarts d'acquisition	24
4.2. Immobilisations incorporelles	25
4.3. Immobilisations corporelles	26
4.4. Immobilisations financières	27
4.5. Stocks et en-cours	28
4.6. Ventilation des créances par échéance	28
4.7. Composition du capital social	28

4.8.	Provisions pour risques et charges	29
4.9.	Emprunts et dettes financières	29
4.10.	Fournisseurs et autres dettes	30
5.	Notes sur les postes du compte de résultat	31
5.1.	Information sectorielle	31
5.2.	Dotations aux amortissements et provisions	32
5.4.	Résultat financier	32
6.	Impôt sur les sociétés	33
6.1.	Impôts différés	33
6.2.	Preuve d'impôt	33
7.	Autres informations	34
7.1.	Parties liées	34
7.2.	Effectifs	34

Bilan consolidé

Actif

Montants en €	Note n°	2024.02	2023.08	2023.02
Immobilisations incorporelles	4.2	12 507 190	10 137 454	8 722 506
- Dont écarts d'acquisition	4.1	11 520 497	9 225 887	7 941 950
Immobilisations corporelles	4.3	2 919 993	2 646 860	2 178 985
Immobilisations financières	4.4	1 402 606	805 409	689 033
Titres mis en équivalence		8 237	8 237	7 670
Total actif Immobilisé		16 838 026	13 597 960	11 598 194
Stocks et en-cours	4.5	65 307 376	48 571 027	42 065 395
Créances clients et comptes rattachés	4.6	3 442 070	1 851 681	1 227 548
Autres créances et comptes de régularisation	4.6	7 385 594	7 525 557	5 242 840
Disponibilités et VMP	6	8 326 048	14 050 479	16 298 390
Total actif circulant		84 461 088	71 998 744	64 834 173
Total actif		101 299 114	85 596 704	76 432 367

Passif

Montants en €	Note n°	2024.02	2023.08	2023.02
Capital		96 853	96 853	96 853
Primes		15 695 270	15 695 270	15 695 270
Réserves consolidées		10 912 363	7 014 165	6 993 323
Résultat de l'exercice		(1 345 673)	3 960 382	696 584
Subventions		23 947	5 000	-
Capitaux propres part du groupe	Page 7	25 382 760	26 771 670	23 482 030
Intérêts minoritaires		-	-	-
Capitaux propres totaux		25 382 761	26 771 670	23 482 031
Ecart d'acquisition négatif	4.1	47 463	60 408	73 353
Provisions pour risques et charges	4.8	637 862	729 756	340 465
Provisions		685 325	790 164	413 818
Emprunts et dettes financières	4.9	21 987 528	21 423 559	18 988 743
Dettes fournisseurs	4.10	42 884 314	29 518 581	26 751 300
Autres dettes et comptes de régularisation	4.10	10 359 186	7 092 729	6 796 475
Total des dettes		75 231 028	58 034 869	52 536 518
Total passif		101 299 114	85 596 704	76 432 367

Compte de résultat consolidé

Montants en €	Note n°	2024.02	2023.02
Chiffre d'affaires	5.1	51 302 388	45 165 704
Autres produits d'exploitation	5.2	605 474	347 036
Total des produits d'exploitation		51 907 862	45 512 740
Achats consommés MP et marchandises		(41 345 452)	(35 865 172)
Charges externes		(4 416 603)	(3 256 784)
Charges de personnel		(6 303 323)	(4 869 859)
Impôts et taxes		(244 326)	(243 540)
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.3	(425 981)	(266 397)
Autres charges d'exploitation		(51 610)	(2 913)
Total charges d'exploitation		(52 787 296)	(44 504 665)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(879 434)	1 008 075
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition		12 945	12 945
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(866 489)	1 021 020
Produits financiers	5.5	54 572	36 374
Charges financières	5.5	(479 140)	(138 117)
Résultat financier		(424 568)	(101 743)
Charges et produits exceptionnels		(91 544)	(12 135)
Impôt sur les résultats		36 926	(210 558)
Résultat net des entreprises intégrées		(1 345 675)	696 584
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		(1 345 673)	696 584
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat net (part du groupe)		(1 345 673)	696 584
Résultat par action		(0,35)	0,18
Résultat dilué par action		(0,35)	0,18

Tableau des flux de trésorerie

Montant en €	2023.02	2024.02
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET DES ENTITES INTEGREES	696 584	(1 345 675)
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie	-	(5 000)
Dérive de résultat + Résultat de dilution		
Dotations et reprises sur amortissements et provisions	206 195	218 408
Plus et moins values de cession	-	(834)
- Impôts différés	6 989	(3 679)
Variations nettes des intérêts courus	597	(512)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	910 365	(1 137 292)
Variation des stocks	(14 098 173)	(11 993 686)
Variations créances clients et autres débiteurs	2 275 112	1 328 680
Variations provisions clients et autres débiteurs	-	306
Variations des fournisseurs et autres créditeurs	11 789 701	10 824 307
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(33 360)	159 607
Flux net de trésorerie lié à l'activité	877 005	(977 685)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations (hors crédit-bail)	(634 217)	(351 387)
Cessions, réductions d'immobilisations	-	7 974
Incidences des variations de périmètre s/tréso.	-	(4 003 826)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(634 217)	(4 347 239)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes et acomptes sur dividendes HOL	-	-
Dividendes versés par les filiales aux minoritaires	-	-
Augmentation (réductions) de capital	-	-
Subventions d'investissements reçus	-	-
Emission d'emprunt	1 024	-
Remboursements d'emprunts	(2 886 181)	(2 448 699)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 885 157)	(2 448 699)
VARIATION DE LA TRESORERIE DE L'EXERCICE	(2 642 369)	(7 773 623)
Trésorerie d'ouverture	18 765 928	13 640 992
Disponibilités et VMP	16 298 390	8 326 048
Découverts bancaires	174 831	2 458 679
Trésorerie de clôture	16 123 559	5 867 369

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves	Subventions	Résultat de l'exercice	Capitaux propres - Part du groupe
Situation à la clôture de l'exercice 2022.08	96 853	15 695 270	2 600 477	-	4 432 739	22 825 339
Affectation du résultat de l'exercice 2022.08	-	-	4 432 739	-	-4 432 739	-
Variation des subventions d'investissement	-	-	-	5 000	-	5 000
Annulation des actions propres	-	-	-19 016	-	-	-19 016
Résultat 2023.08	-	-	-	-	3 960 382	3 960 382
Autres mouvements	-	-	-35	-	-	-35
Situation à la clôture de l'exercice 2023.08	96 853	15 695 270	7 014 165	5 000	3 960 382	26 771 670
Affectation du résultat de l'exercice 2023.08	-	-	3 960 382	-	-3 960 382	-
Variation des subventions d'investissement	-	-	-	18 947	-	18 947
Annulation des actions propres	-	-	-62 186	-	-	-62 186
Résultat 2024.02	-	-	-	-	-1 345 673	-1 345 673
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Situation à la clôture de l'exercice 2024.02	96 853	15 695 270	10 912 361	23 947	-1 345 673	25 382 758

Annexe aux comptes consolidés

Tous les montants sont exprimés en Euros

1. Faits majeurs

1.1. Faits majeurs du semestre clos le 29 février 2024

- ✓ Le Groupe a fait l'acquisition au 1^{er} novembre 2023 du groupe LBC Nautic, distributeur de bateaux de plaisance. Ce groupe est réparti sur 4 sites dont 3 directement sur les ports de la Baule / Le Pouliguen et un magasin à La Baule / Pornichet.
- ✓ Sur la période, la croissance d'Hunyvers s'est maintenue à un rythme soutenu, avec un chiffre d'affaires en progression de 13,4%, à 51,3 millions d'euros (M€). La contribution des acquisitions s'établit à 6,6 M€, regroupant les ventes des sociétés Caravanes Cassegrain (intégré le 01/04/2023), Marine Plaisance (le 01/07/2023), ainsi que Groupe LBC Nautic (sur quatre mois, à partir du 31/10/2023). À périmètre constant, l'évolution de l'activité ressort à -1,2%.

Il a été inauguré au premier semestre de l'exercice une nouvelle segmentation du chiffre d'affaires en deux branches, VDL (Véhicules de loisirs) et Nautisme. Il est rappelé que la montée en puissance de cette dernière activité accentue fortement la saisonnalité au profit du second Communiqué de presse 2 semestre de l'exercice, les ventes de bateaux de plaisance - davantage encore que celles de VDL – étant très concentrées au printemps : environ un quart seulement du chiffre d'affaires dans le nautisme est réalisé sur le premier semestre (septembre-février).

À l'issue de ce premier semestre 2023-2024 faiblement contributif, l'activité Nautisme a plus que quintuplé (+417,5%), à 4,1 M€, grâce à la croissance externe. L'activité VDL ressort à 47,1 M€, en progression de 6,2%. Elle a été portée par les ventes de véhicules neufs (+16,6%), en lien avec une stratégie commerciale volontariste de normalisation du stock, tandis que les ventes d'occasion ont progressé de 4,4%. Parallèlement, les services associés aux VDL se sont contractés (-19,6%) en raison notamment de la fermeture ponctuelle du magasin d'accessoires de l'enseigne Hunyvers Sublet (ex-Ypo Camp Sublet), en vue de sa conversion en magasin intégré au réseau Narbonne Accessoires. Cette décision aura un effet positif sur la rentabilité future grâce à l'externalisation des charges fixes associées à ce magasin.

Des résultats marqués par une saisonnalité fortement accrue.

Au premier semestre de l'exercice 2023-2024, l'évolution temporaire du mix en faveur des véhicules neufs, moins générateurs de marges, a freiné la progression de la marge brute. Cette dernière atteint toutefois un montant record à 10,0 M€ (+6,7%), matérialisant un taux de marge à 19,5%, contre 20,8% précédemment.

Sur la période, le résultat d'exploitation ressort à -0,9 M€, à comparer à +1,0 M€ au premier semestre de l'exercice 2022-2023. Cette évolution est la conséquence directe d'une saisonnalité fortement accrue : hors activité Nautisme, le résultat d'exploitation de la Société aurait été positif sur la période. Par ailleurs, la poursuite des restructurations au sein des concessions VDL récemment intégrées a également pesé sur la rentabilité opérationnelle.

Comme annoncé précédemment, les frais financiers enregistrent une hausse significative, s'établissant à 0,4 M€ contre 0,1 M€ au premier semestre 2022-2023, en lien avec le niveau élevé du stock de véhicules neufs sur la période. Le résultat net du premier semestre clos le 28/02/24 ressort à -1,3 M€, contre +0,7 M€ précédemment.

Une structure financière qui reste solide.

Au bilan, les capitaux propres de la Société s'établissent 25,4 M€ à fin février 2024, contre 26,8 M€ six mois plus tôt, tandis que la dette financière nette s'élève à 13,6 M€ (Vs 5,8 M€ au 31 août 2023). Cette évolution résulte de la hausse du besoin en fonds de roulement (BFR) dans le sillage de l'augmentation des stocks, en lien avec l'intégration des nouvelles concessions et le niveau des stocks de véhicules neufs.

1.2. Évènements postérieurs à la clôture

Hunyvers a poursuivi au cours du premier semestre une stratégie de croissance externe active, donnant la priorité au nautisme. Ce secteur très atomisé et peu professionnalisé offre aujourd'hui de nombreuses opportunités, à des multiples de valorisation plus conformes aux standards du groupe. Après Groupe LBC Nautic (chiffre d'affaires d'environ 13 M€ sur l'exercice passé), le closing de l'acquisition de Pneumarine Services, concession basée à Gradignan réalisant autour de 1 M€ de chiffre d'affaires 100% services, est attendu au cours des prochaines semaines.

Sur le second semestre de l'exercice en cours, la Société prévoit d'afficher une nouvelle croissance dynamique de son chiffre d'affaires. Hunyvers s'attend également sur la période à une nette amélioration de sa rentabilité opérationnelle, alimentée par 1) Une saisonnalité très favorable, 2) Une reprise des services associés aux VDL, à forte valeur ajoutée, 3) La montée en puissance du pôle Nautisme, à forte rentabilité, avec l'intégration des récentes acquisitions 4) La poursuite de la mise à niveau des dernières concessions VDL intégrées, en particulier Hunyvers Sublet, dont le retour à l'équilibre est toujours attendu sur l'exercice en cours.

S'agissant du niveau du stock de VDL neufs, Hunyvers confirme viser à horizon du prochain exercice (2024-2025) une complète normalisation, qui favorisera le rééquilibrage du mix vers les ventes d'occasion.

La Société est ainsi confiante dans la tenue de sa feuille de route à moyen terme et confirme viser, pour l'exercice 2024-2025, un chiffre d'affaires supérieur à 170 M€ accompagné d'une marge d'exploitation de 6,5%.

2. Activité et périmètre

Suite à son admission sur le marché non-réglementé Euronext Growth et compte tenu des règles applicables, HUNYVERS SA doit publier un rapport semestriel arrêté au 29 février.

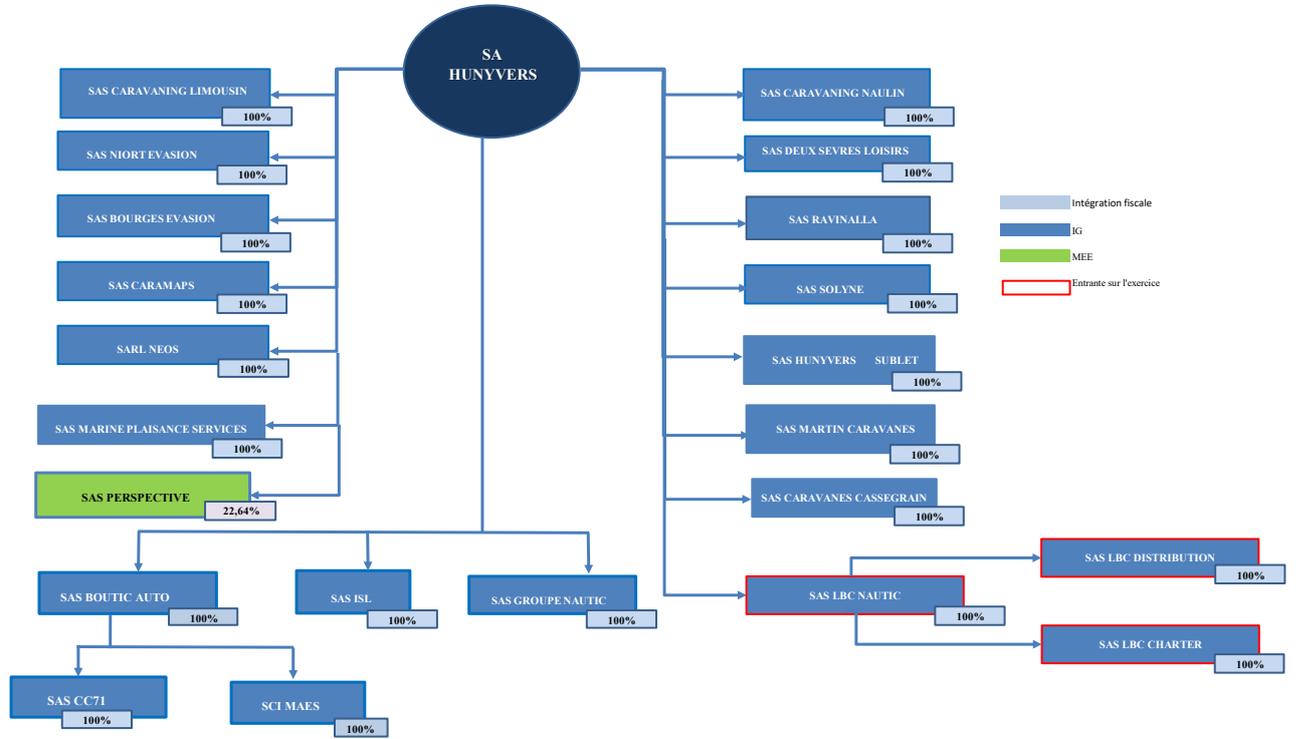
2.1. Information relative à la société et à son activité

Hunyvers est une société par actions, de droit français, mère du groupe. Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Limoges sous le numéro 488 930 694.

Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante : 19, rue Jules Noriac – 87 000 Limoges.

Le groupe est spécialisé dans la commercialisation de véhicules de loisirs et de bateaux professionnels et de plaisance.

2.2. Organigramme



2.3. Entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Sociétés	Siège social N° SIREN	% intérêt 29/02/24	% Contrôle 29/02/24	Méthode 29/02/24	% intérêt 31/08/23	% Contrôle 31/08/23	Méthode 31/08/23
Hunyvers SAS	19 rue Jules Noriac 87000 Limoges 488 930 694	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Caravaning Limousin SAS	Les Taubayes 87220 Feytiat 765 500 715	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Deux Sèvres Loisirs SAS	155 Rue de l'Aérodrome 79000 Niort 332 011 501	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Niort Evasion SAS	Rue Robert Turgot 79000 Niort 348 887 316	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bourges Evasion SAS	ZI Route de la Charité 18390 St Germain Du Puy 342 556 305	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Solyne SAS	Route d'Orléans 18230 St Douillard 438 370 769	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Caramaps SAS	82 Rue Notre-Dame 33000 Bordeaux 813 901 592	100,00	100,00	IG	99,00	99,00	IG
Naulin SAS	3 Route de la croix blanche 16800 Soyaux 480 487 586	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Ravinalla SAS	3 Rue Louis Rodas 19100 Brive-La- Gaillarde 827 826 660	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Neos SAS	232 Avenue du Général De Gaulle 16800 SOYAUX 452 601 800	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ISL SAS	Route de la Charité 18000 BOURGES 305 447 856	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Groupe Nautic SAS	19 rue Jules Noriac 87000 LIMOGES 888 971 066	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

Boutic Auto SAS	28 chemin de Genas 69800 SAINT PRIEST 332 088 236	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI MAES	209 chemin du Chateau de Moleise 69390 CHARLY 498 358 860	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Camping Car C42 SAS	Lieu dit Les Molineaux 42580 La FOUILLOUSE 494 246 796	NA	NA	NA	Fusionnée dans Boutic Auto	Fusionnée dans Boutic Auto	IG
Camping Car 71 SAS	55 rue du Château ZAC MACON NORD SENNECE LES MACON 71000 MACON 498 258 698	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Perspective SAS	21 rue De Fecamp 75012 PARIS 12 ^{ème} 845 190 222	29,58	29,58	MEE	29,58	29,58	MEE
Hunyvers Sublet SAS	250 route de Grenoble 69800 SAINT PRIEST 969 506 963	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Martin Caravanes SAS	53 avenue de l'Europe 63370 LEMPDES 380 455 295	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CARAVANES CASSEGRAIN SAS	4 rue Pierre Latécoère, 37500 CHINON 323 245 316	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
MARINE PLAISANCE SERVICES SAS	37 route du Cap Ferret, 33950 LEGE-CAP-FERRET 321 628 24	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
LBC NAUTIC SAS	Nouveau Port 44380 PORNICHET 500 100 896	100,00	100,00	IG	NA	NA	NA
LBC CHARTER SAS	Nouveau Port 44380 PORNICHET 414 551 879	100,00	100,00	IG	NA	NA	NA

LBC DISTRIBUTION SAS	Port de plaisance de Pornichet 44380 Pornichet 313 284 622	100,00	100,00	IG	NA	NA	NA
----------------------------	---	--------	--------	----	----	----	----

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation

Au 29 février 2024, il n'y a pas de société non consolidée.

2.5. Évolution du pourcentage d'intérêts

Néant

2.6. Entrées de périmètre

- ✓ Hunyvers a fait l'acquisition de 100% des titres de la société LBC NAUTIC le 1^{er} novembre 2023 qui elle-même détenait :
 - 100% des titres de la société LBC DISTRIBUTION
 - 100% des titres de la société LBC CHARTER

2.7. Sorties de périmètre

Néant

2.8. Restructurations internes

Néant

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe HUNYVERS sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France selon le règlement ANC 2020-01.

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1. Méthodes de consolidation

Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du groupe HUNYVERS assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entités importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entité est présumée lorsque l'entité consolidante dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entité.

Les entités sous influence notable sont consolidées sous la méthode de la mise en équivalence.

Elle consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice, déterminés conformément aux méthodes comptables appliquées dans les comptes consolidés ;
- Eliminer les opérations et comptes entre l'entité mise en équivalence et les autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

3.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminés dans les comptes consolidés.

3.2.3. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs situations semestrielles arrêtées au 29 février 2024.

3.3. Règles et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe HUNYVERS sont les suivants :

3.3.1. Écarts d'acquisition

3.3.1.1. Notion d'écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises.

L'évaluation des actifs et passifs identifiables doit être faite en fonction de la situation existant à la date d'entrée de l'entreprise dans le périmètre de consolidation, sans que les événements ultérieurs puissent être pris en considération.

Conformément au règlement n° ANC 2020-01, § 2110, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

3.3.1.2. Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition

Le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année.

Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans.

A noter que pour les écarts d'acquisition antérieurement déterminés à la première application du Règlement 2015-07, soit celui clôturant au 31/08/2016, le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation déterminées et de poursuivre le plan d'amortissement initial.

Le groupe conduit des tests de dépréciation dès qu'il identifie un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les filiales d'exploitation.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée en utilisant la plus élevée des valeurs entre la valeur d'utilité et/ou la valeur de marché.

3.3.1.3. Reprise des écarts d'acquisition négatif

Les écarts d'acquisition négatifs font l'objet d'une reprise linéaire sur la durée prévisionnelle de faiblesse attendue des résultats.

3.3.2. Immobilisations incorporelles

3.3.2.1. Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires), ou de production.

3.3.2.2. Frais de développement

Dans le cadre de son activité digitale, le groupe comptabilise des frais de développement. Ils sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. Ceci implique, pour le groupe, de respecter l'ensemble des critères suivants :

- Le groupe a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au groupe
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Ils sont composés de coûts liés spécifiquement au développement d'un produit et sont évalués à leur coût de production.

3.3.2.3. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Licences et logiciels : 3 à 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles : 3 à 5 ans
- Frais de R&D : 5 ans

3.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes les charges financières.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées retenues sont les suivantes :

- Agencements et aménagement de terrains : 10 ans
- Terrain : non amorti
- Constructions : 10 ans
- Matériel : 3 à 10 ans
- Installations et agencements : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 3 à 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : 2 à 3 ans

3.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation de sociétés non consolidés sont évalués au coût historique.

Les autres immobilisations financières qui concernent principalement des dépôts et cautionnements sont évalués à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure au coût d'acquisition.

Par ailleurs, les immobilisations financières incluent les titres mis en équivalence.

3.3.5. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode FIFO. Le coût d'achat est composé du dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Des dépréciations sont constituées pour faire face à l'ancienneté et l'obsolescence des produits.

3.3.6. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le groupe ne considère pas être confronté à un important risque client.

3.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.

3.3.8. Capitaux propres

Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

3.3.9. Subventions d'investissement

Les subventions sont inscrites en capitaux propres et étalées au compte de résultat consolidé.

3.3.10. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le groupe.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

3.3.11. Dettes financières

Les dettes financières sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont constituées de :

- De dettes souscrites auprès d'établissement de crédit incluant les PGE
- D'avances renouvelables tous les 6 ou 12 mois octroyées par les organismes financiers. Le taux de rémunération est de 3.9% au 29/02/2024. Leurs octrois sont conditionnés à l'atteinte d'objectifs de production en réalisation de financement.
- De dettes liées aux engagements de location financements
- De découverts bancaires

Les frais financiers relatifs à ces dettes sont enregistrés en charges financières.

3.3.12. Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont divisées en deux catégories :

- Les dettes fournisseurs courantes ;
- Les dettes fournisseurs liées aux conventions de distributeurs agréés « FLOOR PLAN ».

En effet, du fait des relations commerciales qu'il entretient avec ses constructeurs, le groupe Hunyvers dispose de lignes d'encours auprès d'organismes financiers correspondant à un crédit fournisseur.

Dans les faits, le constructeur cède, par voie de subrogation, ses créances détenues sur le groupe Hunyvers résultant de la vente de véhicules de loisirs à l'organisme financier partenaire. Dès lors, le groupe Hunyvers s'engage à régler les factures cédées entre les mains de l'organisme financier et non au constructeur. Ces conventions dénommées « FLOOR PLAN » permettent, moyennant intérêts, de bénéficier d'échéance plus importantes.

Les financements ainsi accordés par les constructeurs sous forme de « FLOOR PLAN » sont enregistrés en dettes fournisseurs. Ces financements sont intégrés dans les flux liés à l'exploitation.

3.3.13. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- De reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les positions d'impôts différés actives et passives sont compensées par entité fiscale.

Le taux d'impôt différé retenu est de 25 % pour toutes les sociétés au 29 février 2024.

La société HUNYVERS est tête de groupe du régime d'intégration fiscale comprenant les sociétés Niort Évasion, Bourges Evasion, Néos, Ravinalla, Solyne, Caravaning Limousin, Naulin, Caramaps, Deux-Sèvres Loisirs, Boutic Auto, CC71, Caravanes Cassegrain et Marine Plaisance Services.

La société LBC NAUTIC est tête de groupe du régime d'intégration fiscale comprenant les sociétés LBC CHARTER et LBC Distribution.

Le groupe bénéficie de crédits d'impôts, notamment crédit d'impôt innovation, qui sont présentés en diminution de la charge d'impôt.

3.3.14. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lors du transfert du contrôle des biens vendus ou des services rendus. Les ventes sont comptabilisées pour leur montant net de rabais, remises et ristournes accordés.

La reconnaissance du chiffre d'affaires dépend de la nature des ventes réalisées par le groupe qui distingue :

- Les ventes de véhicules et de bateaux neufs et d'occasions : le chiffre d'affaires (hors commission) et la marge correspondante sont comptabilisés au moment où le bien fait l'objet d'un transfert de propriété, à savoir, lors de la livraison au client final. Environ 40% de ces ventes font l'objet d'un financement du bien acheté par le client.
- Les ventes de services associés qui incluent :
 - o Les ventes d'accessoires : comme pour la vente de véhicules ou de bateaux, le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont comptabilisés au moment où le bien fait l'objet d'un transfert de propriété, à savoir, lors de la livraison au client final.
 - o Les prestations de services : le chiffre d'affaires et la marge afférente aux travaux d'entretien et réparation (incluant la refacturation de la main d'œuvre ainsi que les pièces de rechange utilisées pour la réparation) sont reconnus une fois les prestations réalisées à l'occasion de la restitution du véhicule ou du bateau au client final.
 - o Les commissions perçues sur la vente de biens avec financement : le groupe n'effectue pas le financement de l'acquisition du véhicule ou du bateau pour la clientèle finale. Il opère avec des organismes de financement extérieurs au groupe qui assume le financement de ces biens. Dans le cadre de ces financements, le groupe vend le bien à l'organisme financeur, qui en devient le propriétaire et reconnaît la totalité du chiffre d'affaires (et la marge associée) à l'occasion de la mise à disposition du bien au preneur. Le groupe agissant en tant qu'intermédiaire entre l'organisme financeur et le preneur, il reçoit des commissions de la part des organismes financeurs qui sont reconnues en complément du chiffre d'affaires réalisés sur les véhicules ou les bateaux financés à la date de livraison au client final.

3.3.15. Marge brute

La marge brute constitue un indicateur clé de suivi de la performance et est définie comme la marge résultant du chiffre d'affaires minoré du coût des ventes.

Le coût des ventes comprend les principaux coûts suivants :

- Coût d'achat des marchandises vendues (prix d'achat et frais accessoires incluant les pièces de rechange)

- Les variations de stocks afférentes aux marchandises vendues
- Coûts de transport sur achats.

La marge brute des services associés est calculée par différence entre le prix de vente de ces services retraités des achats y afférents.

3.3.16. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituelles distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.3.17. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Il existe un contrat d'emprunt obligataire signé le 29 décembre 2011 qui a fait l'objet d'un avenant le 10 avril 2017 prévoyant la renonciation des obligataires à la conversion des obligations convertibles sous réserve du paiement à la bonne date des intérêts et de la pénalité de remboursement anticipé. Dès lors, il a été considéré qu'il n'existait pas pour les périodes présentées d'instrument dilutif conduisant à présenter un résultat dilué par action.

3.4. Retraitement de consolidation

3.4.1. Application des méthodes préférentielles

L'application des méthodes préférentielles du règlement ANC 2020-01 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	OUI, NON N/A, NS
Comptabilisation des contrats de location-financement	OUI
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	OUI
Étalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A
Comptabilisation à l'actif des coûts de développement	OUI

3.4.2. Contrats de location-financement

Les biens financés par des contrats de crédit-bail figurent à l'actif et sont amortis suivant les principes d'amortissement du groupe utilisés pour des immobilisations de même nature. Les engagements financiers correspondants sont portés dans les dettes financières.

3.4.3. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le groupe comptabilise au passif de son bilan le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite. Il est déterminé selon la méthode des unités de crédits projetées en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Le calcul de cet engagement a été réalisé au 31 août 2023 en tenant compte des hypothèses suivantes et n'a pas été réactualisé au 29 février 2024 :

- Départ à l'initiative du salarié,
- Age de départ à la retraite : 62 ans,
- Taux de progression des salaires retenu : 1,5%,
- Taux de charges sociales de 21% pour les non-cadres et 43 % pour les cadres,
- Taux d'actualisation de 3,60% au 31 août 2023.

Le montant de l'engagement de retraite était évalué à 283 075€ au 31 août 2023. Ce montant était couvert par un contrat d'assurance dont les versements capitalisés sont valorisés à 132 022€ au 31 août 2023. Le montant de la provision s'élève à 224 463€ au 31 août 2023 et au 28 février 2024.

Suite à l'entrée dans le périmètre des sociétés LBC DISTRIBUTION et LBC CHARTER, le calcul de l'engagement a été réalisé au 30 septembre 2023 selon les mêmes hypothèses et n'a pas été actualisé au 29 février 2024. L'engagement de retraite pour ces sociétés s'élevaient à 71 206€.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat.

4. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

4.1. Écarts d'acquisition

Entreprises concernées		31/08/2023	Augmentation	Diminution	29/02/2024
Valeurs brutes					
Activité Camping-Car		10 112 695			10 112 695
Activité Nautisme		1 119 258	2 294 610		3 413 868
Total		11 231 953	2 294 610	0	13 526 563
Amortissements					
Activité Camping-Car		2 006 066			2 006 066
Activité Nautisme					0
Total		2 006 066	0	0	2 006 066
Valeurs nettes					
Activité Camping-Car		8 106 629	0	0	8 106 629
Activité Nautisme		1 119 258	2 294 610	0	3 413 868
Total		9 225 887	2 294 610	-	11 520 497

Les écarts d'acquisition négatifs ont évolué comme suit :

Entreprises concernées	Date d'acquisition	31/08/2023	Augmentation	Diminution	29/02/2024
BOURGES CARAVANES (ex-ISL)	04/01/2021	60 408		12 945	47 463
Total		60 408	0	12 945	47 463

4.2. Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles se détaille comme suit :

Montants en €	2023.08	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ périmètre	2024.02
Frais rech.& développ.	768 004	63 076	-	-	-	831 080
Ecart acquisition positif	11 231 953	-	-	22 444	2 272 166	13 526 563
Conces.. brevets & licences	377 515	88 713	-	431 058	59 913	957 199
Droit au bail	30 490	-	-	-	-	30 490
Fond commercial	1	-	-	-	-	1
Autres immob.incorporelles	280 405	-	-	-	82 496	362 901
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	807 953	807 953
Immob.incorporelles en cours	431 058	-	-	(431 058)	-	-
Immobilisations incorporelles - brut	13 119 426	151 789	-	22 444	3 222 528	16 516 187
Amort./déprec. frais rech.& dév.	(367 240)	(62 042)	-	-	-	(429 282)
Amort.écarts acquisition	(2 006 066)	-	-	-	-	(2 006 066)
Amort./déprec. conces.. brev.& lic.	(328 500)	(15 372)	-	(1)	(58 922)	(402 795)
Amort./déprec. autres immob.incorp.	(280 166)	(239)	-	-	(82 496)	(362 901)
Amort. - Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-	-
Dép. mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	(807 953)	(807 953)
Amortissements & Dépréciations	(2 981 972)	(77 653)	-	(1)	(949 371)	(4 008 997)
Frais rech.& développ.	400 764	1 034	-	-	-	401 798
Ecart acquisition positif	9 225 887	-	-	22 444	2 272 166	11 520 497
Conces.. brevets & licences	49 015	73 341	-	431 057	991	554 404
Droit au bail	30 490	-	-	-	-	30 490
Fond commercial	1	-	-	-	-	1
Autres immob.incorporelles	239	(239)	-	-	-	-
Mali de fusion sur actifs incorporels	-	-	-	-	-	-
Immob.incorporelles en cours	431 058	-	-	(431 058)	-	-
Immobilisations incorporelles - net	10 137 454	74 136	-	22 443	2 273 157	12 507 190

4.2.1. Frais de développement

Les coûts de développement engagés par le groupe et portés à l'actif concernent les frais de développement du projet Caramaps pour un montant brut 831k€ au 29 février 2024. Ces frais sont amortis sur 5 ans à compter de leur date de mise en service.

Ce projet a débuté en 2017 et a pour objet le développement d'un site internet et d'une application pour camping cariste qui concentrent toutes les informations nécessaires au voyage. Il permet notamment de :

- Planifier les étapes de voyage
- Sélectionner les services
- Profiter des bonnes adresses
- Partager avec la communauté

4.3. Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles se détaille comme suit :

Montants en €	2023.08	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ périmètre	2024.02
Terrains	521 715	-	-	-	-	521 715
Agencements sur terrain	3 000	-	-	-	50 986	53 986
Constructions	1 889 115	39 092	-	1	553 850	2 482 058
Constructions sur sol d'autrui	8 970	-	-	-	-	8 970
Agencets constructions sol d'autrui	19 383	-	-	-	-	19 383
Install.& mat.indust.	493 747	12 813	-	-	341 592	848 152
Install.& mat.indust. - CB LLD	119 800	-	-	-	-	119 800
Autres immob.corporelles	5 032 801	130 745	(8 024)	(2)	398 800	5 554 320
Autres immob.corporelles - CB LLD	123 142	192 156	-	-	-	315 298
Immob.corporelles en cours	22 844	5 610	-	-	-	28 454
Immobilisations corporelles - brut	8 234 517	380 416	(8 024)	(1)	1 345 228	9 952 136
Amort./déprec. terrains	(8 785)	(542)	-	-	-	(9 327)
Amort./déprec. agencement sur terrain	(58 391)	(1 805)	-	-	(50 986)	(111 182)
Amort./déprec. constructions	(1 353 307)	(45 121)	-	-	(498 222)	(1 896 650)
Amort./déprec. constructions sur sol d'autrui	(25 492)	(647)	-	-	-	(26 139)
Amort./déprec. matériels & équip.	(392 587)	(28 204)	-	(1)	(269 506)	(690 298)
Amort.matériels & équip. - CB LLD	(2 974)	(8 043)	-	-	-	(11 017)
Amort./déprec. autres immo.corp.	(3 665 963)	(225 422)	884	-	(282 665)	(4 173 166)
Amort.autres immob.corp. - CB LLD	(80 158)	(34 206)	-	-	-	(114 364)
Amortissements & Dépréciations	(5 587 657)	(343 990)	884	(1)	(1 101 379)	(7 032 143)
Terrains	512 930	(542)	-	-	-	512 388
Agencements sur terrain	(55 391)	(1 805)	-	-	-	(57 196)
Constructions	535 808	(6 029)	-	1	55 628	585 408
Constructions sur sol d'autrui	(16 522)	(647)	-	-	-	(17 169)
Agencets constructions sol d'autrui	19 383	-	-	-	-	19 383
Install.& mat.indust.	101 160	(15 391)	-	(1)	72 086	157 854
Install.& mat.indust. - CB LLD	116 826	(8 043)	-	-	-	108 783
Autres immob.corporelles	1 366 838	(94 677)	(7 140)	(2)	116 135	1 381 154
Autres immob.corporelles - CB LLD	42 984	157 950	-	-	-	200 934
Immob.corporelles en cours	22 844	5 610	-	-	-	28 454
Immobilisations corporelles - net	2 646 860	36 426	(7 140)	(2)	243 849	2 919 993

4.4. Immobilisations financières

Montants en €	2023.08	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ périmètre	2024.02
Participations financières	-	-	-	-	15 500	15 500
Créances rattach.particip.	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	108 429	-	-	(62 186)	1 601 634	1 647 877
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	696 009	11 338	-	(1)	59 325	766 671
Autres créances immobilisées	-	-	-	-	-	-
Int.courus/créances fin.	971	-	-	-	-	971
Immobilisations financières - brut	805 409	11 338	-	(62 187)	1 676 459	2 431 019
Prov.participations financières	-	-	-	-	-	-
Prov.créances rattach.part.	-	-	-	-	-	-
Prov.autres titres immob.	-	(93 810)	-	-	(934 603)	(1 028 413)
Prov.prêts	-	-	-	-	-	-
Dép. mali de fusion sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Amortissements & Dépréciations	-	(93 810)	-	-	(934 603)	(1 028 413)
Participations financières	-	-	-	-	15 500	15 500
Créances rattach.particip.	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	108 429	(93 810)	-	(62 186)	667 031	619 464
Prêts	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	696 009	11 338	-	(1)	59 325	766 671
Int.courus/créances fin.	971	-	-	-	-	971
Immobilisations financières - net	805 409	(82 472)	-	(62 187)	741 856	1 402 606

Les titres mis en équivalence se décomposent comme suit :

Entreprises	Date de l'arrêté pris en compte	Contribution aux capitaux propres consolidés	Contribution au résultat consolidé	Valeur des titres mis en équivalence
Perspective	29/02/2024	2 307	0	8 237
Total		2 307	0	8 237

4.5. Stocks et en-cours

Montants en €	2023.08	Variations	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Δ périmètre	2024.02
Stock en-cours product.biens	-	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.serv.	-	-	-	-	-	-
Stock marchandises	48 799 679	11 993 686	-	-	4 912 754	65 706 119
Stocks - brut	48 799 679	11 993 686	-	-	4 912 754	65 706 119
Prov.stock en-crs prod.biens	-	-	-	-	-	-
Prov.stock en-crs prod.serv.	-	-	-	-	-	-
Prov.stock marchandises	(228 652)	-	-	-	(170 091)	(398 743)
Amortissements & Dépréciations	(228 652)	-	-	-	(170 091)	(398 743)
Stock en-cours product.biens	-	-	-	-	-	-
Stock en-cours product.serv.	-	-	-	-	-	-
Stock marchandises	48 571 027	11 993 686	-	-	4 742 663	65 307 376
Stocks - net	48 571 027	11 993 686	-	-	4 742 663	65 307 376

4.6. Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante au 29 février 2024 :

Nature	Total brut	Échéances		Dépréciation	Total net
		- 1 an	+ 1 an		
Créances clients et comptes rattachés	3 697 506	3 697 506		(255 436)	3 442 070
Acomptes sur commandes	36 546	36 546			36 546
Créances sociales et fiscales	446 126	446 126			446 126
Impôts différés actifs	111 422	111 422			111 422
Autres créances	5 021 716	5 021 716		(47 032)	4 974 684
Comptes courants débiteurs	404 980	404 980			404 980
Charges constatées d'avance	1 241 836	1 241 836			1 241 836
Charges à répartir	170 000	170 000			170 000
Total	11 130 132	11 130 132		-302 468	10 827 664

Les autres créances sont principalement composées :

- de produits à recevoir à hauteur de 920k€ comprenant des RFA et des commissions
- de 1 771k€ de créances de TVA.

4.7. Composition du capital social

Au 29 février 2024, le capital social se compose de 3 874 102 actions d'une valeur nominale de 0,025 euros.

4.8. Provisions pour risques et charges

4.8.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Montants en €	2023.08	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Δ périmètre	2024.02
Provisions pour pensions et retraites	224 463	-	-	71 206	295 669
Provisions pour risques	505 293	13 500	(297 600)	21 000	242 193
Ecart d'acquisition négatif	60 408	-	(12 945)	-	47 463
Total valeur brutes	790 164	13 500	(310 545)	192 206	685 325

4.9. Emprunts et dettes financières

4.9.1. Variation des emprunts et dettes financières

Montants en €	2023.08	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Variations	Δ périmètre	2024.02
Emprunts garantis par l'Etat	10 778 504	-	(1 943 890)	-	-	8 834 614
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 478 103	-	(469 988)	-	750 553	8 758 668
Dettes de location - financement	144 875	183 509	(34 821)	29 926	-	323 489
Emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	19 401 482	183 509	(2 448 699)	29 926	750 553	17 916 771
Dépôts et garanties reçus	3 422	-	-	-	-	3 422
Aut. emprunts et dettes fin. diverses	1 600 000	-	-	-	-	1 600 000
Int. courus s/aut. empts & det. fin.	9 168	280	(792)	-	-	8 656
Autres emprunts et dettes financières diverses	1 612 590	280	(792)	-	-	1 612 078
Soldes créditeurs de banque	409 487	-	-	2 032 144	2 033	2 443 664
Int.courus/solde créd.banque	-	-	-	(2 013)	17 028	15 015
Concours bancaires et intérêts courus	409 487	-	-	2 030 131	19 061	2 458 679
Total emprunts et dettes financières	21 423 559	183 789	(2 449 491)	2 060 057	769 614	21 987 528

✓ Prêt garanti par l'Etat :

Sur l'exercice, la dette de PGE atteint 8.8m€ après remboursement de 1 944k€ sur la période correspondant à un remboursement linéaire sur 5 ans.

✓ Dettes auprès des établissements de crédits :

Ces dettes ont été contractées pour financer les investissements du groupe de croissance externe et de matériels.

✓ Dettes financières diverses :

Ces dettes correspondent à des avances renouvelables octroyées par les organismes financiers.

4.9.2. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

Montants en €	2023.08	2024.02	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts garantis par l'Etat	10 778 504	8 834 614	3 894 933	4 939 681	
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 478 103	8 758 668	1 316 908	5 431 910	2 009 850
Dettes de location - financement	144 875	323 489	76 535	246 954	-
Emprunts auprès des états de crédits et loc. fin.	19 401 482	17 916 771	5 288 376	10 618 545	2 009 850
Dépôts et garanties reçus	3 422	3 422	3 422	-	-
Aut. emprunts et dettes fin. diverses	1 600 000	1 600 000	1 600 000	-	-
Int. courus s/aut. empts & det. fin.	9 168	8 656	8 656	-	-
Autres emprunts et dettes financières diverses	1 612 590	1 612 078	1 612 078	-	-
Soldes créditeurs de banque	409 487	2 443 664	2 443 664	-	-
Int.courus/solde créd.banque	-	15 015	15 015	-	-
Concours bancaires et intérêts courus	409 487	2 458 679	2 458 679	-	-
Total emprunts et dettes financières	21 423 559	21 987 528	9 359 133	10 618 545	2 009 850

Les prêts garantis par l'Etat sont remboursés de manière linéaire sur 5 ans.

4.10. Fournisseurs et autres dettes

Les dettes d'exploitation et autres dettes ont toutes une échéance à moins d'un an au 29 février 2024.

Montants en €	29/02/2024	31/08/2023
Fournisseurs "Floor Plan" constructeurs	33 083 073	21 487 000
Fournisseurs hors "Floor Plan" constructeurs	9 801 241	8 031 581
Avances et acomptes reçus sur commande	3 387 923	2 163 230
Dettes fiscales et sociales	2 737 553	3 148 912
Comptes-courants créditeurs	26 631	172 652
Dettes diverses	3 972 588	1 466 202
Impôts différés passif	61 049	31 806
Produits constatés d'avance	173 442	109 927
Total autres passifs à court terme	53 243 500	36 611 310

5. Notes sur les postes du compte de résultat

5.1. Information sectorielle

Les ventes du premier semestre de l'exercice 2023-2024 s'élèvent à 51,3 M€, en croissance de 13,4%.

La contribution de la croissance externe sur le premier semestre s'établit à 6,6 M€, provenant de l'intégration des sociétés Caravanes Cassegrain (au 01/04/2023), Marine Plaisance (01/07/2023) et Groupe LBC Nautic (31/10/2023). Quant au chiffre d'affaires organique, il ressort quasiment stable sur la période, à -1,2%.

L'activité portée par la branche des véhicules de loisirs (VDL) a progressé de 6.20% à 47,1M€, grâce à une dynamique toujours positive sur les ventes de véhicules (+10,8%) à 41,7 M€. Le chiffre d'affaires de l'autre branche d'activité, à savoir le nautisme, a plus que quintuplé en lien avec l'intégration de Marine Plaisance et du Groupe LBC NAUTIC. Pour rappel, le marché du nautisme est marqué par une très forte saisonnalité. Le premier semestre, représente traditionnellement un quart seulement du chiffre d'affaires de l'exercice.

Sur le seul deuxième trimestre, la croissance de Hunyvers a accéléré (+16,9%) laissant ressortir un chiffre d'affaires de 25,1 M€ en données publiées. L'activité dans le nautisme a été multipliée par plus de 10, à 2,7 M€. Dans les VDL, la croissance (+5,2%, à 22,4 M€) résulte de tendances contrastées.

Les ventes de VDL, toujours dynamiques (+12,7%), ont connu un fort rééquilibrage en faveur des véhicules neufs (+33,1% au deuxième trimestre), reflet d'une stratégie commerciale volontariste destinée à accélérer la normalisation du stock. Parallèlement, les services associés aux VDL ont reculé sur la période (-28,6%). Cette baisse est intégralement due à la fermeture ponctuelle de trois franchises Narbonne Accessoires, franchises désormais converties en magasins intégrés. Cette conversion, aujourd'hui effective, concerne en particulier les points de vente à Lyon fusionnés dans le cadre de la réorganisation chez Ypo Camp Sublet, qui se poursuit conformément au plan de marche.

5.2. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Montants en €	2024.02	2023.02
Dot.amort.immobilisations	(379 384)	(263 984)
Dot.amort.chges à répartir	-	-
Dot.amort.immos CB et LLD	(32 641)	(2 413)
Dotations aux amt. d'exp.	(412 025)	(266 397)
Dot.prov.risques & charges d'exploitation	(13 500)	-
Dot.prov.immobilisations	-	-
Dot.prov.actif circulant	(456)	-
Dot.prov.pour retraite	-	-
Dotations aux prov. et dép. d'exp.	(13 956)	-
Dotations aux amt. et aux prov.	(425 981)	(266 397)

5.4. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

Montants en €	2024.02	2023.02
Produits de participations	-	-
Produits cessions de VMP & Transf de charges finan	-	-
Autres Intérêts et Produits assimilés	54 572	35 347
Reprises sur provisions & Transfert de charges	-	1 027
Produits financiers	54 572	36 374
Dotations financières aux amortissements et prov.	-	-
Intérêts et charges assimilées	(474 028)	(138 117)
Charges sur Cessions de VMP	-	-
Autres charges financières	(5 106)	-
Charges financières	(479 140)	(138 117)
Résultat financier	(424 568)	(101 743)

6. Impôt sur les sociétés

6.1. Impôts différés

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

Impôts différés		29/02/2024	31/08/2023
Impôts différés actifs			
Impôts différés liés à des différences temporaires		171 263	138 417
Crédits d'impôt			
Reports fiscaux déficitaires			
Total ID Actifs		171 263	138 417
Impôts différés passifs			
Impôts différés liés à des différences temporaires hors impôt différés sur les frais d'émission enregistrés en situation nette		128 372	81 432
Total ID Passifs		128 372	81 432
Impôts différés après compensation			
Impôts différés actifs		103 940	88 791
Impôts différés passifs		61 049	31 806

6.2. Preuve d'impôt

Le tableau de raccordement entre l'impôt théorique et l'impôt consolidé est le suivant au 29 février 2024 :

	Base	29/02/24 Impôt	Taux
Résultat net des entreprises intégrées	-1 358 618		
Charge d'IS social	-33 247		
Charge d'Impôt Différé	-3 680		
Total impôt sur les bénéficiaires	-36 927		
Résultat avant impôt	-1 395 544		
Impôt théorique calculé		-348 886	25,00%
+ Charges non déductibles (hors IS)	8 020	2 005	-0,14%
- Produits non imposables	-168	-42	0,00%
+ Q.P de frais et ch réintégrée	22 000	5 500	-0,39%
Retraitements de conso sans ID	-1 083	-271	0,02%
Bases non activées N-1 utilisées en N			
Var bases non activées	1 351 896	337 974	-24,22%
Base soumise à l'impôt en consolidation	-14 879	-3 720	0,27%
Redressements			
+ Contribution sociale 3.3%			
- Crédits d'impôt et dégrèvements		-33 247	2,38%
Résultat intercalaire			
Autres		40	0,00%
Charge d'impôt effective		-36 927	2,65%

7. Autres informations

7.1. Parties liées

Les dirigeants de la société détiennent des participations dans des SCI qui facturent des loyers et charges locatives aux différentes entités du groupe pour un montant semestriel global de 450k€ au 29 février 2024.

7.2. Effectifs

L'effectif moyen des entreprises intégrées globalement se décompose comme suit :

Montants en €	2024.02
Cadres	41
Agents de maîtrise et techniciens	29
Employés	126
Ouvriers	27
Effectif moyen interne	223